

| | |
|--|--|
| APAVE Sudeurope SAS Agence de TOULON Immeuble le Coudon 245, avenue de l'université 83160 LA VALETTE DU VAR Tél. : 04 94.00.71.83. | CAISSE NATIONALE MILITAIRE DE SECURITE SOCIALE 247, avenue Jacques CARTIER 83090 TOULON CEDEX 9 |
| Affaire suivie par : M Benjamin ANGUILLE Contrat/Mission n : 31026685.3 | Toulon, le 31/01/2012 |

RAPPORT DE CONTROLE N° 6196260-001-1

Mission de recherche de matériau contenant du **Plomb**



Tunnel - TOULON

Lieu d'intervention : **BATIMENT BRUN TERRASSE VEGETALISEE**
 247, avenue Jacques CARTIER
 83000 TOULON

Commande n : 31026685.3

Nombre d'échantillons 0-26 mesures effectuées.

Date(s) d'essai : 30/01/2012

Affaire suivie par M Benjamin ANGUILLE

Date du rapport : 30/01/2012

Diffusion : 1 exemplaire à l'attention de : Mme Jeanne COLLIN

Intervenant Apave Sudeurope SAS : M. Benjamin ANGUILLE titulaire de la certification BVC n°1758397
Benjamin ANGUILLE **Chef d'agence**

Nombre total de pages : 13

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

APAVE SUDEUROPE SAS
 Société par Actions Simplifiée au Capital de 6 502 500 € - N° SIREN : 775 581 812 - Site Internet : www.apave.com

MARSEILLE
 8 rue Jean-Jacques Vemazza
 Z.A.C. Saumaty-Séon - BP 193
 13322 MARSEILLE CEDEX 16
 Tél. : 04 96 15 22 60 - Fax : 04 96 15 22 61

SOMMAIRE

| | |
|-----------|---|
| 1. | <u>OBJECTIF DE LA PRESTATION</u> |
| 2. | <u>REFERENTIEL</u> |
| 3. | <u>SYNTHESE DES RESULTATS</u> |

ANNEXES

- ANNEXE 1 FICHE DE RENSEIGNEMENTS PRELABLES
- ANNEXE 2 LISTE DES POINTS DE MESURE DE PLOMB DANS LES PRELEVEMENTS
- ANNEXE 3 SCHEMA(S) DE REPERAGE
- ANNEXE 4 DOCUMENTATION
- ANNEXE 5 NOTICE D'UTILISATION GENERALE SUR LES RISQUES LIES A LA PRESENCE DE REVETEMENTS CONTENANT DU PLOMB

1. OBJECTIF DE LA PRESTATION

Etablir une recherche des matériaux contenant du plomb susceptibles de générer une contamination en plomb métallique et ses composés présent dans l'atmosphère dans le cadre des travaux programmés.

Ce repérage est un élément d'information pour la réalisation d'une évaluation des risques et ne se substitue pas à cette dernière.

Nota : De par l'usage du site et le champ des travaux, le repérage ne rentre pas dans le champ du Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) préalable :

- à la vente de tout ou partie d'immeuble à usage d'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1949 (article L1334-6 du Code de la santé publique)
- aux travaux portant sur les parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1949, et de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements (article L1334-8 du Code de la santé publique)
- à tout nouveau contrat de location d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1^{er} janvier 1949

Par ailleurs la liste des matériaux concernés comprend les faïences potentiellement concernées par les travaux.

Le rapport présenté ne peut constituer un CREP en application des dispositions réglementaires précitées.

Le rapport ne concerne que les zones concernées par les futurs travaux. Ces zones sont sous la responsabilité du donneur d'ordres ou de son représentant.

Ce constat a été réalisé à la demande de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale représentée par Mme Jeanne COLLIN.

La visite s'est effectuée en compagnie de M PRADINE, qui nous a montré les locaux et les zones concernés par les futurs travaux

Il concerne les locaux suivant : Terrasse végétale, située sur l'esplanade du bâtiment brun : 247, avenue Jacques CARTIER 83000 TOULON (des informations plus détaillées figurent en annexe n°1).

Les mesures ont été effectuées à l'aide d'un appareil portable de détection par fluorescence X (PROTEC LPA1 2150 XRF) contenant un radionucléide (Cobalt 57) qui a été chargé le 18 Mai 2009 avec une activité de 444 MBq au chargement)

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant d'Apave Sudeurope a examiné uniquement les locaux et les volumes normalement accessibles dont il a eu connaissance, soit par les plans, soit par la personne accompagnatrice, et auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

Les volumes examinés et non examinés figurent dans la suite de ce rapport.

1. REFERENTIEL

Cette prestation a été conduite en référence au :

- *Décret 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail.*

A défaut d'arrêté définissant les modalités d'investigation, les dispositions techniques définies par les arrêtés du 25 avril 2006 relatifs au constat de risque d'exposition au plomb et du diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures seront appliquées.

Références du contrat d'assurance d'Apave Sudeurope SAS : AXA Assurances – GRAS SAVOYE MEDITERRANEE SICOMA n° 2776423204.

Nota : pour mémoire le Décret 2006-133 du 9 février 2006 fixe des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes à certains agents chimiques dans l'atmosphère des lieux de travail. La Valeur Moyenne d'Exposition au plomb est fixée à 0,1 mg/m³ la VME.

Les arrêtés du 25 avril 2006 relatifs au diagnostic du risque d'application par le plomb dans les peintures et diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures des art L1334-1 à 12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique définissent qu'un revêtement contient du plomb si :

- *En absence d'analyse chimique, la concentration en plomb total mesuré à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X est supérieur ou égal à 1 milligramme par centimètre carré.*
- *Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence x, la concentration massique en plomb acido-soluble mesurée en laboratoire est supérieure ou égale à 1,5 milligrammes par gramme*

2. SYNTHESE DES RESULTATS

La liste des Unités de Diagnostic (UD) contrôlées ainsi que le détail des résultats figurent en annexe n° 2.

Les parties suivantes n'ont pas été visitées :

| LOCAUX NON VISITES | MOTIF DE L'ABSENCE DE VISITE |
|--|------------------------------|
| Tous les locaux concernés par les futurs travaux ont été visités | |

Le diagnostic est considéré comme positif lorsque la concentration surfacique est supérieure ou égale à 1 mg/cm².

CONCLUSIONS

Nous n'avons pas recensé de peintures contenant du plomb dans les locaux concernés par les travaux.

Nous n'avons pas mesuré des concentrations surfaciques en plomb dans les faïences qui dépassent 1 mg/cm² dans les locaux concernés par les travaux

Nous n'avons pas détecté d'autres matériaux contenant du Plomb dans les locaux concernés par les travaux

*Rqe : Aucune démolition n'a été effectuée. Les recherches sont visuelles ou à l'aide du LPA-1.

ANNEXE 1

FICHE DE RENSEIGNEMENTS PREALABLES

| BATIMENT A EXAMINER | |
|--|--|
| ➤ Désignation | Terrasse végétale. |
| ➤ Adresse | 247, avenue Jacques CARTIER |
| ➤ Propriétaire | Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale |
| ➤ Utilisateur | Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale |
| ➤ Date de la construction | Rénovation des années 90. |
| USAGE | |
| ➤ Nombre d'étages | 0 |
| ➤ Nombre de sous-sols | 0 |
| ➤ Surface approximative | 500 m² |
| ➤ Type de construction (béton armé, métal, bois, ...) | Béton + plaques de plâtre. |
| ➤ Occupé lors de la visite | oui |
| ➤ Meublé lors de la visite | oui |
| DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX QUI ONT DECLENCHE CE REPERAGE | |
| ➤ Mesures réalisées avant : | Démolition partielle : oui |
| ➤ Si présence d'enfants mineurs : | NON |
| | Si oui : Présence d'enfants de moins de 6 ans : Sans objet |
| ACCOMPAGNATEUR POUR LA VISITE | |
| ➤ Nom | M PRADINE |
| ➤ Société | Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale |
| ➤ Téléphone | Non communiqué |

ANNEXE 4

NOTICE D'INFORMATION GENERALE SUR LES
RISQUES LIES A LA PRESENCE DE REVETEMENTS
CONTENANT DU PLOMB

Cette notice d'information a été établie conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb. Elle vient en complément à un diagnostic du risque d'exposition au le Plomb des peintures, objet du présent rapport.

S'il existe au moins une unité de diagnostic de classes 1 et 2 il est rappelé au propriétaire l'intérêt de veiller à l'entretien des revêtements les recouvrant, afin d'éviter leur dégradation future.

S'il existe au moins une unité de diagnostic de classe 3, il est rappelé au propriétaire, en application de l'article L1334-9 rappelé ci-après:

1. l'obligation d'effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb et
2. l'obligation de communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

Article L1334-9 : Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale

Le présent constat doit être tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L 1421-1 du Code de la Santé Publique, ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et aux agents des services prévention des organismes de sécurité sociale.

NOTICE D'INFORMATION

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles.

En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.